

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

14 novembre 2019

---

RELATIF À L'ENGAGEMENT DANS LA VIE LOCALE ET À LA PROXIMITÉ DE L'ACTION  
PUBLIQUE - (N° 2401)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 1589 (Rect)

présenté par

Mme Blanc, M. Cazeneuve et M. Martin

-----

**ARTICLE PREMIER**

Après l'alinéa 4, insérer l'alinéa suivant :

« *I bis.* – Le pacte vise à définir les moyens de gouvernance mis en place par l'établissement public de coopération intercommunale pour conduire l'élaboration de ses politiques publiques, leur mise en œuvre et la mobilisation des ressources humaines et financières nécessaires. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement est issu des travaux des co-rapporteurs pour avis de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur le projet de loi.

Il vise à expliciter l'objet du pacte de gouvernance mis en place par les Établissements Publics de Coopération Intercommunale. En effet, le texte actuel précise son contenu mais oublie de mentionner sa vocation.

Or il est indispensable de rappeler que le pacte de gouvernance n'est pas une fin en soi mais bien un ensemble de moyens placés au service de la raison d'être des EPCI : permettre à des communes, sur un espace cohérent, de se regrouper pour élaborer et mettre en œuvre un projet commun au service de leur territoire.